

NOTE D'ANALYSE

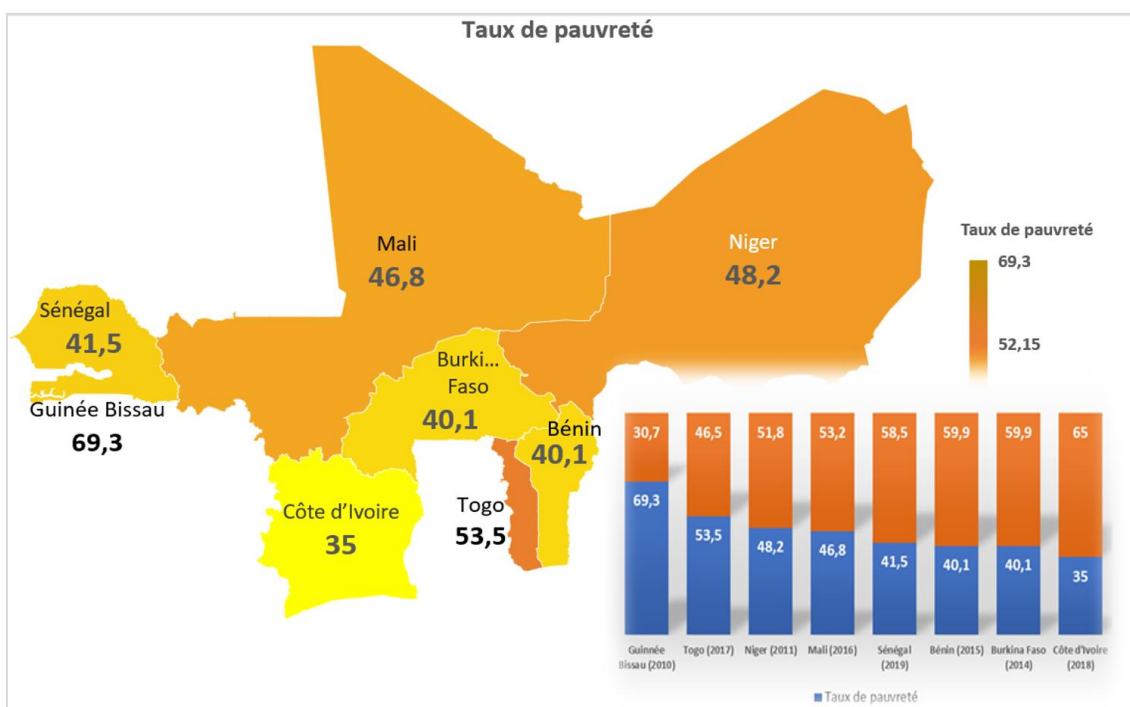
Indépendance économique de l'espace UEMOA : au-delà du désarrimage du FCFA de l'Euro, désarrimer la recherche économique

Par Gountiéni D. Lankoandé, Economiste

L'Afrique et l'UEMOA dans l'antre du développement mondial : quelques faits stylisés

2020, globalement, cela fait soixante (60) ans que les pays africains colonisés ont accédé à l'indépendance politique ; indépendance qui avait suscité beaucoup d'espoir pour les peuples. Seulement, deux (2) ans après, René Dumont (1962) estimait que l'Afrique noire était mal partie, pointant du doigt un certain nombre de problématiques qui gardent, au regard des questions actuelles de développement qui se posent encore à l'Afrique, une surprenante actualité en particulier pour les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

Tout d'abord, la persistance de la pauvreté qui connaît certes, une certaine baisse mais qui reste un des défis majeurs auxquels les populations sont confrontées. Dans presque tous les (8) huit pays de l'UEMOA, la moitié de la population reste en dessous du seuil de pauvreté ; pauvreté que les économies ont du mal à éradiquer avec des croissances souvent erratiques assez fortes, mais insuffisantes pour infléchir durablement la situation (CEDEAO-UEMOA, 2004 ; Akoété Ega Agbodji, 2009 ; BCEAO, 2012 ; N. Kako, 2013¹ A. Wade, 2015 ; UNECA, 2015 ; FMI, 2016 ; G-BAD, 2018 ; FMI, 2019², BAD, 2019³).



Source : Compilation de l'auteur à partir des données des I/ANS⁴

Il a été tenu seulement compte des données ayant pu être vérifiées dans les rapports des I/ANS. Par ailleurs, les années ne sont pas les mêmes.

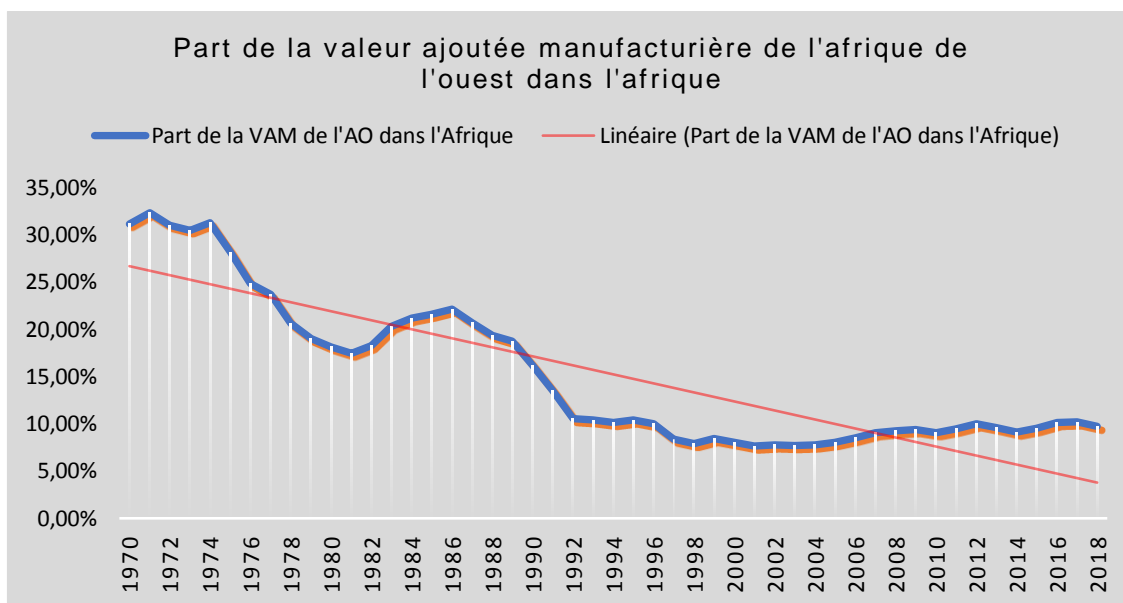
¹ <file:///C:/Users/LGDamien/OneDrive/Documents/Notes%20COVID-19/KAKO%20N.pdf>

² <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2019/10/01/sreo1019>

³ https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-FR.pdf

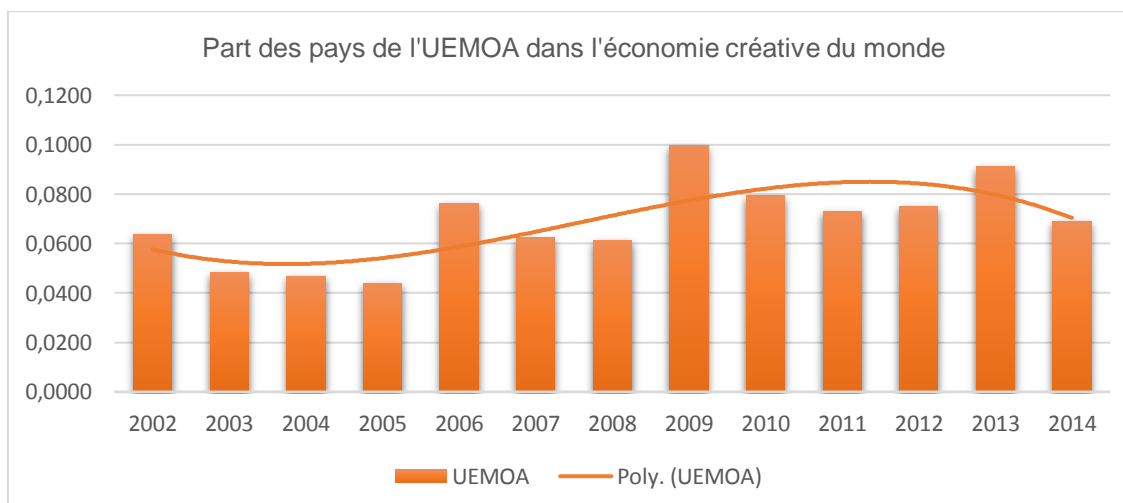
⁴ Institut/Agence nationale de la statistique

D'un autre côté, la stagnation de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière (VAM) pose le problème plus général de l'industrialisation africaine. De l'analyse des parts dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale en 2014, il ressort que la région de l'Asie et du Pacifique avait une part d'environ 44,6%, alors que celle de l'Afrique n'était qu'environ de 1,6% en stagnation depuis presque 25 ans (période 1990-2014). Pour l'Afrique de l'Ouest, une analyse plus poussée dans le temps, en comparaison interne avec la région Afrique, révèle une perte de vitesse de l'industrie manufacturière depuis 1970.



Source ; Calcul de l'auteur, à partir des données de la CNUCED, 2020 – Site consulté le 02/05/2020

Dans cette configuration, les pays de l'UEMOA apparaissent à peine. Ils représentent largement moins d'un pourcent (1%) de la valeur ajoutée manufacturière mondiale. En ramenant la comparaison à l'interne avec la VAM de l'Afrique, il apparaît que la VAM des pays de l'UEMOA est en quasi-stagnation depuis 1994. Par ailleurs, en s'intéressant à la position de ces pays dans l'industrie créative, il ressort à peine des traces avec d'importantes variations et en baisse tendancielle depuis une douzaine d'années (2009).



Source ; Calcul de l'auteur, à partir des données de la CNUCED, 2020 – Site consulté le 02/05/2020

Toujours sur la question des problématiques de développement, il y'a le balbutiement des systèmes agricoles toujours "incapables" d'assurer la sécurité et/ou la souveraineté alimentaire qui reste également un grand défi (UEMOA, 2020 – Site⁵ consulté le 02/05/2020). Dans l'espace UEMOA, de 39,9% en 1997, la part de l'agriculture dans le Produit intérieur brut (PIB) est passée à 34,9% en 2009. Soit un recul apparent de 5 points de pourcentage. Mais en réalité, cette évolution traduit une quasi-stagnation du secteur sur plus d'une décennie (BOAD, 2012). A cela s'ajoutent de nombreuses autres problématiques comme celles relatives à l'inéquation du système scolaire, au chômage des jeunes diplômés, à la faiblesse des systèmes de santé et de leur gouvernance, etc. Contrairement donc aux rythmes de changement des paradigmes, la situation semble plutôt stagnante pour de nombreuses problématiques concernant le développement de nos pays.

De la nécessité de décoloniser les sciences économiques

Il faut le reconnaître, des progrès ont été faits depuis les indépendances. Mais, en termes de développement humain et de bien-être, la situation reste plutôt préoccupante. Après 60 ans d'indépendance, quand il s'agit de l'UEMOA, il est toujours question de pays les plus pauvres au monde ; des pays qui, selon l'IDH⁶, sont presque invariablement classés au bas de l'échelle. Venue mettre à nue une fois de plus cette vulnérabilité et cette fragilité de nos économies, la pandémie du COVID-19 est un signal fort de l'impérieuse nécessité d'arrêter de "changer le pansement, pour penser le changement". Au regard des résultats atteints en soixante (60) ans, certains économistes africains se trouvent en droit de penser qu'en général, « *Le modèle de croissance des pays africains est mortifère.* » (K. Nubukpo, 2019⁷).

Le moment semble donc propice pour abandonner le changement de politiques, pour la politique du changement, pour envisager de nouveaux horizons de réflexion. Dans ce sens, de grands combats nobles sont en cours. La lutte pour l'indépendance de la zone UEMOA de la "servitude monétaire"⁸ avec le Francs CFA en est un des exemples illustratifs. Mais, le désarrimage du CFA à l'euro ne suffira pas. Il faut repenser la pensée économique et décoloniser les concepts et les modèles économiques qui ont sont pour la plupart de purs produits d'importation.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des réflexions faites par la recherche économique dans nos pays est orientée principalement vers la critique du développement et ses conséquences négatives/positives, avec pour but d'en savoir plus sur le développement pour développer les économies africaines (R. WAAST et al., 1988 ; M. Abdoulaye Fall, 2011). Alors qu'avec notamment les crises répétitives des concepts actuels, la vraie question devrait être : qu'est-ce que le développement ? Le développement tel que posé actuellement en est-il vraiment un (*destruction de l'environnement, pollution industrielle : cause de nombreuses maladies, gaspillage alimentaire chez les uns, famines chez les autres, etc.*) ? Est-ce comme aujourd'hui, une dynamique dans laquelle, il s'agit en fait de ressembler à terme à l'occidental ?

⁵ <http://www.uemoa.int/fr/comite-de-haut-niveau-sur-la-securite-alimentaire-et-nutritionnelle-la-7eme-reunion-sest-tenue>

⁶ Indice de développement humain

⁷ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/22/kako-nubukpo-le-modele-de-croissance-des-pays-africains-est-mortifere_6012608_3212.html

⁸ K. Nubukpo (2013)

Revenant à la recherche, en lien avec la démarche générale décrite plus haut, la "bataille du FCFA" est partie aussi des réflexions sur les conséquences négatives des liens entre l'Euro et le franc FCFA, y compris les politiques y relatives. A ce titre, les débats ont beaucoup porté sur la fuite de capitaux, la question de la perte de compétitivité, l'impossibilité de choix libre en termes de politique monétaire, etc. Aujourd'hui, en relation avec les sociétés ouest africaines, la question devrait être : qu'est-ce que la monnaie ? Comment peut-elle mieux servir les économies ouest africaines ? Ces questions sont d'autant plus intéressantes que le concept même de monnaie est inséparable des valeurs de la société et de la civilisation desquelles elle émerge.

Si la science économique veut servir davantage le développement en Afrique de l'ouest, elle doit s'imposer de plus en plus ce type de doutes, le doute hyperbolique cartésien⁹ (Descartes, 1637). Pourquoi ?

Parce qu'en dehors d'une bonne maîtrise des concepts, de la vision et des objectifs initiaux à partir desquels toute recherche et tout modèle de développement trouve son assignation, les débats sur les approches, les méthodes économiques, les outils etc. qui sont aujourd'hui les plus courants, resteront vains (G.D. Lankoandé, 2020). Toute théorie et tout modèle est construit pour répondre à un ou à des objectifs précis. Globalement, sur la base de l'objectif général, des objectifs spécifiques sont fixés et avec eux, des activités à déployer. Mais, le choix des activités n'est pas neutre contrairement à la pensée courante.

Pour atteindre un objectif, plusieurs activités peuvent être envisagées. Mais, dans certains cas, des activités - qui peuvent même être reconnues très efficaces - sont écartées pour la simple raison qu'elles sont socialement ou culturellement inacceptables. Les objectifs portés par les modèles, y compris les hypothèses de paramétrage sont de ce fait loin d'être neutres. Les valeurs de la société sont les fondements qui permettent de choisir, parmi les activités possibles, celles qui sont acceptables et celles qui ne le sont pas. Ainsi, derrière chaque modèle, il y a des valeurs sociétales et/ou civilisationnelles souvent marquées par le contexte desquels les problématiques à traiter émergent (J. M. Keynes, A. Smith, K. Marx, J.B Say, etc.).

Repenser la science économique doit donc viser, à notre sens, des réflexions plus profondes sur ces valeurs en rapport avec celles des civilisations et des sociétés des pays de l'UEMOA. Le changement ne saurait se limiter à des réaménagements simples de visions et d'objectifs. Il implique forcément de nouvelles théories et l'expérimentation de nouveaux outils empiriques. En essayant le plus souvent d'adapter les concepts, au lieu de les faire émerger des valeurs de leurs sociétés, la recherche économique continue de souffrir de la faiblesse, voire de l'absence de cette attitude critique réelle vis-à-vis des concepts avec lesquels elle travaillent.

Aujourd'hui, le COVID-19 donne l'opportunité de reposer la question des concepts et de la démarche économique dans le contexte même des réalités à appréhender (M. Abdoulaye Fall, 2011 ; G.D. Lankoandé, 2020). Cela est d'autant plus crucial que bon nombre de concepts ont montré leurs faiblesses et limites, y compris dans le paysage même d'où ils ont été importés en Afrique, c'est-à-dire l'Occident. En dehors d'une rupture conséquente, l'intelligentsia¹⁰

⁹ <http://sos.philosophie.free.fr/descarte.php>

¹⁰ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Intelligentsia.htm>

économique risque de rester pour l'essentiel des "historiens" ou alors une "classe ouvrière" au services des théories économiques du Nord ; puisqu'au regard de la rapidité dans les changements de paradigmes de développement au niveau international, elle n'a d'autres choix que l'expérimentation de l'existant. Dans une telle dynamique, elle n'a ni le temps pour le questionnement ni pour l'analyse et la critique profondes : dynamique qui donne d'ailleurs souvent le sentiment que, plus que les africains, les occidentaux savent beaucoup mieux ce dont l'Afrique a besoin (M. Abdoulaye Fall, 2011 ; G.D. Lankoandé, 2020) ; sentiment d'autant plus fort que le silence des économistes est souvent assourdissant. Il y'a certes ceux qui s'activent, qui parlent et qui écrivent. Malheureusement, les voix ne portent pas souvent très loin.

Pourtant, la recherche économique doit arriver à se faire entendre davantage. Dans ce sens, l'approche a souvent consisté à aller surtout vers les décideurs avec pour ambition d'orienter les décisions. Si cela est pertinent et justifié, le temps que le véritable changement prend pour arriver amène à se demander si la recherche économique ne s'est pas souvent trompée de décideur, ou si elle n'en a pas souvent ignoré d'autres, surtout en considérant le fait que nos pays sont dans des systèmes "démocratiques" : le citoyen.

Tout en maintenant la relation construite avec les gouvernants, la recherche doit se faire écouter davantage par le citoyen. En tant que composante de décision en système démocratique, le citoyen pourrait être un atout majeur pour faire bouger plus rapidement les lignes. Pour ce faire, il importe de :

- prêter moins attention à la "diplomatie"¹¹ en cité : cette attitude amène très souvent à confondre objectifs académiques et "objectifs citoyens". Elle rend alors la mobilisation citoyenne souvent difficile. D'ailleurs, compte tenu des problèmes persistants développés plus haut, de plus en plus d'écrivains décrient la recherche économique, y compris ceux des chercheurs eux-mêmes (K. Nubukpo, 2011¹² - *l'Afrique est malade de ces économistes - Les macroéconomistes africains : entre opportunisme théorique et improvisation empirique*).

La diplomatie conduit à deux erreurs majeures. (1) celle de considérer que le diplôme est une fin ; sentiment surtout très perceptible en Afrique francophone. (2) Elle est une véritable limite à l'exploitation du potentiel des connaissances endogènes, dans la mesure où elle amène très souvent à confondre savoir et diplôme. De nombreuses connaissances et sagesses endogènes sont ainsi perdues, alors qu'elles auraient pu éclairer le chercheur, être la base de nouveaux horizons de réflexions. Il s'agit donc d'avoir plus de considération pour la connaissance citoyenne.

- faire du citoyen un allié : il s'agit non seulement de montrer un intérêt pour les problèmes du citoyen, mais également de montrer une certaine capacité à trouver des vraies solutions aux vrais problèmes posés. Si les théories sont tout à fait nécessaires à la compréhension plus générale des phénomènes, le citoyen attend de la recherche des innovations qui lui permettent de rétroactions sociales et économiques concrètes : être employé, d'avoir des revenus, de mieux s'alimenter, etc., en mot, d'améliorer ses conditions de vie, d'aspirer à un meilleur être.

¹¹ La suprématie du diplôme sur le reste

¹² <https://blogs.alternatives-economiques.fr/nubukpo/2011/09/21/l-afrique-malade-de-ses-economistes>

- Inclure systématiquement dans ses travaux, l'anthropologie, la philosophie, l'histoire et la communication ; ses relations avec les mathématiciens étant déjà plus ou moins bien établies en particulier pour la modélisation.

Un adage bien connu dit qu'il ne faut pas chercher à réinventer la roue. La question posée dans ce papier est de savoir si l'Afrique n'est pas mal par partie à cause d'une roue importée et inadaptée ? Est-ce aujourd'hui la raison de sa faible progression, comparativement aux autres continents ? Autant de questions pour lesquelles chacun peut apporter sa réponse, selon sa sensibilité. Quoi qu'il en soit, une roue n'est jamais neutre et l'Afrique a à inventer la sienne.